

<https://larcenciel.be/spip.php?article1163>



2.4 "Il est impératif que les plans de relance soient à la fois écologiques et sociaux"

- ÉVÉNEMENTS et ACTUALITÉS - ESPACE CORONAVIRUS - ESPACE CORONAVIRUS (je commence en 2020...) - Une REVUE DE PRESSE perso de 5 mois sur la pandémie -

Date de mise en ligne : samedi 4 juillet 2020

Copyright © LARCENCIEL - site de Michel Simonis - Tous droits réservés

Quelle sera l'onde de choc de la crise du coronavirus ? Et quel impact cette crise aura-t-elle sur une autre crise, celle liée aux enjeux climatiques et environnementaux. Spécialiste des questions environnementales depuis près de vingt ans, Sébastien Godinot (45 ans), économiste au WWF European Policy Office à Bruxelles (Ndlr : le bureau de l'ONG qui se focalise sur les politiques de l'UE en matière de climat ou d'environnement notamment), nous livre sa vision de l'après-Covid 19.

Sommaire

- [Peut-on dire que cette crise du coronavirus est en quelque un "sous-produit" de la crise environnementale ?](#)
- [En quoi cette crise est différente des précédentes ?](#)
- [D'autant que ce type de pandémies risquent de se répéter dans les années et les décennies qui viennent...](#)
- [Par exemple ?](#)
- [Pour certains économistes, on va assister à une certaine « démondialisation » après cette crise avec le retour notamment de certaines productions locales plutôt que délocalisées. Votre avis ?](#)
- [Que faudra-t-il en plus ?](#)
- [Cette crise du coronavirus pourra-t-elle donner l'occasion d'accélérer la révolution énergétique et climatique ?](#)
- [Cette crise aura-t-elle des conséquences sur les grandes entreprises et industries ? Adopteront-elles demain des comportements plus durables ?](#)
- [Les lobbies ne sont-ils pas moins puissants en Europe qu'aux Etats-Unis ?](#)
- [Comment cette crise va impacter le consommateur. Va-t-il après cette crise changer ses comportements ?](#)
- [Dans quels secteurs faudrait-il investir dans le cadre de ses plans de relance ?](#)
- [Avec quelles ambitions ?](#)
- [Que pensez-vous de la gestion de cette crise par la Belgique ?](#)

https://larcenciel.be/sites/larcenciel.be/local/cache-vignettes/L290xH400/sebastien_godinot_cle02e799-85fec.png

© D.R./Shutterstock

Photo © D.R./Shutterstock

Sébastien Godinot, économiste au WWF European Policy Office à Bruxelles, est l'invité Eco.

Spécialiste des questions environnementales depuis près de vingt ans, Sébastien Godinot, économiste au WWF European Policy Office à Bruxelles, nous livre ce samedi sa vision de l'après-Covid 19.

Ce Français de 45 ans est basé à Bruxelles depuis près de dix ans maintenant. Diplômé en droit de l'environnement à l'Université de Strasbourg mais aussi en Business Management à l'Université de Lyon, Sébastien Godinot met donc ses compétences au service du Fonds mondial pour la nature. Avec l'objectif de convaincre l'Europe d'opter pour des choix plus durables. "L'environnement n'est pas seulement un gagne-pain, c'est aussi une passion", nous explique-t-il.

Mais même si la défense de l'environnement occupe une place centrale dans sa vie, Sébastien Godinot se passionne également pour pour les arts du spectacle, le chant et le théâtre en particulier. "J'adore aussi les voyages. L'Inde m'a fasciné. Il y règne une tension prodigieuse entre un dénuement matériel, voire de la misère et une élévation spirituelle. Il y a du religieux et du sacré partout. C'est vrai dans plusieurs pays mais c'est frappant en

2.4 "Il est impératif que les plans de relance soient à la fois écologiques et sociaux"

particulier en Inde. Cela m'a beaucoup fait réfléchir sur la décroissance, le dénuement volontaire et on peut faire le lien avec ce que nous vivons aujourd'hui avec le confinement".

Peut-on dire que cette crise du coronavirus est en quelque un "sous-produit" de la crise environnementale ?

Je pense que c'est probable. Mais nous n'en sommes pas certains à ce stade. Il faudra plus d'analyse sur le sujet. Le WWF a publié le mois dernier un rapport intitulé "La perte de la nature et la montée des pandémies" et qui arrive à la conclusion que pour protéger la santé humaine, il faut protéger la santé planétaire. En général, la destruction des écosystèmes naturels entraîne de la mixité accrue entre les espèces sauvages, les espèces domestiques et l'être humain. Il y a en outre du trafic illégal d'espèces sauvages et de l'élevage industriel dans de mauvaises conditions pour la santé des animaux domestiques.

En général, tout cela conduit à des risques accrus de pandémies et de crises sanitaires pour l'Homme. Ici, dans le cas présent du coronavirus, les études scientifiques se focalisent sur la chauve-souris et sur le pangolin. Le pangolin est une espèce protégée mais qui est devenue en 2019, selon différentes analyses, l'espèce commercialisée de manière illégale la plus importante au monde et en particulier en Chine. Hasard ou conséquence, l'année suivante éclate la crise du coronavirus. Il y a un lien assez surprenant même s'il convient de rester prudent.

En quoi cette crise est différente des précédentes ?

Cette crise est très paradoxale. Elle n'est pas venue de là où on l'attendait. Personne ne l'a d'ailleurs vraiment vu venir. Et pourtant, il y a déjà eu huit crises sanitaires plus ou moins identiques depuis 2000, c'est-à-dire pratiquement une tous les trois ans. Il y a eu le SRAS en 2003, la grippe aviaire H1N1 en 2009, H7N9 en 2013, le virus Ebola en Afrique de l'Ouest en 2013-2015, la fièvre Zika en Amérique latine en 2015 etc. Et malgré tout, nos systèmes politiques et économiques n'étaient pas du tout préparés à cette pandémie-ci, comme la pénurie de masques l'a montré de manière assez flagrante.

Cela veut dire que l'on a un gros problème d'anticipation dans nos systèmes actuels. Les débuts de la gestion de cette crise ont été lamentables au sein de l'Union européenne. Il faut que les gouvernements travaillent à ce type d'anticipation et à la mise en place de plans de réaction pour être plus rapide quand une crise survient.

D'autant que ce type de pandémies risquent de se répéter dans les années et les décennies qui viennent...

C'est possible. Nous sommes aujourd'hui face à une crise systémique. Force est de constater, qu'au niveau mondial, les choses se sont fortement dégradées sur le plan environnemental, ces cinq dernières années. Il y a quelques améliorations ici et là, en particulier en Europe, mais cela reste très aléatoire ou très limité, voire anecdotique. La crise climatique s'est aggravée, la crise de l'effondrement de la biodiversité et de la destruction de la nature également de même que celle de la pollution des déchets. Donc on continue à aller dans la mauvaise direction au niveau environnemental.

Au niveau social, les inégalités ont continué à augmenter. Malheureusement, la crise actuelle montre que notre

2.4 "Il est impératif que les plans de relance soient à la fois écologiques et sociaux"

système économique très mondialisé a une résilience qui est extrêmement faible. Nos systèmes économiques et financiers et nos gouvernements doivent travailler sur cette résilience pour réduire les risques d'effondrement face à des chocs externes. La crise économique actuelle est atypique et paradoxale car ce n'est pas une crise intrinsèque de l'offre ou de la demande. C'est une crise des deux à la fois mais de manière "extrinsèque" à la suite d'une décision politique puisque ce sont les gouvernements eux-mêmes qui ont choisi de mettre leurs économies au congélateur pour geler les interactions sociales et limiter la contagion.

Cela va avoir un impact malheureusement catastrophique au niveau social et en termes d'inégalités. Il va y avoir une explosion du chômage et il y a déjà une augmentation des tensions sociales, sociétales, familiales et psychologiques, en particulier pour les populations les plus vulnérables. Par exemple les personnes défavorisées qui vivent dans des appartements trop petits et qui n'ont pas de jardins, ceux qui vivent dans des banlieues dortoirs et où les jardins publics ont été fermés. On voit déjà une aggravation des inégalités.

Au niveau du travail, les cadres peuvent le plus souvent faire du télétravail dans un environnement sécurisé alors que la crise a fait émerger ceux que l'on appelle "les travailleurs de l'ombre" : les éboueurs, les caissières, les livreurs... Celles et ceux que l'on appelle les petites mains, soit ces professions qui sont aujourd'hui souvent dévalorisées, mal payées, invisibles et qui là deviennent visibles et dont tout le monde se rend compte avec un peu de stupeur qu'ils sont totalement indispensables pour faire fonctionner l'économie.

Il faut s'attendre à une crise sociale majeure avec une forte montée du chômage et des inégalités. Il faudra donc beaucoup plus de politiques sociales pour contenir et réduire ces inégalités car la situation va devenir intolérable pour une partie de la population. C'est déjà un problème énorme dans les pays riches et développés mais cela va devenir un problème encore plus important dans les pays en voie de développement.

Par exemple ?

Je viens de lire des analyses sur les plans de relance lancés par les gouvernements. L'Inde, qui a une population presque six fois supérieure à celle des Etats-Unis, a annoncé un plan de relance économique qui représente moins de 2% du plan de relance américain. Ils ont très peu de ressources financières sous le pied et c'est chez eux que la crise sociale et en termes d'emplois va frapper le plus fort. Il va falloir beaucoup plus de solidarité que ce qui existe aujourd'hui.

Pour certains économistes, on va assister à une certaine « démondialisation » après cette crise avec le retour notamment de certaines productions locales plutôt que délocalisées. Votre avis ?

C'est possible et cela fait partie des recommandations du WWF : assurer une production plus soutenable au sein de l'Union européenne et essayer de relocaliser là où c'est relocalisable. Mais cela ne va pas se faire pour tous les secteurs.

Un secteur qui est mentionné très fréquemment, c'est celui de l'agriculture. Prenons un exemple concret : la Wallonie ne répond qu'à hauteur de 17% de ses propres besoins en matière de fruits et légumes et seulement 9% des céréales produites en Wallonie sont destinées à l'alimentation humaine. On importe tout le reste donc. Et l'essentiel des céréales wallonnes est destiné à l'alimentation animale. Nous avons un marché agricole mondial qui est totalement délirant : il est un concentré d'incohérences et d'inepties au niveau social, écologique, climatique. Il faut remettre à plat ce système. Mais cela ne va pas suffire.

Que faudra-t-il en plus ?

Il va y avoir des plans de relance financiers. Mais ceux-ci doivent être accompagnés de politiques d'accompagnement structurelles. Le WWF a formulé plusieurs axes en la matière : un de ceux-ci est d'avoir une relocalisation de certaines activités et une production plus soutenable au sein de l'UE mais également d'avoir des chaînes d'approvisionnement plus transparentes et soutenables pour tous les produits importés. Car on ne va pas réussir à tout relocaliser et ce n'est d'ailleurs même pas souhaitable.

Il va falloir poursuivre et renforcer l'ensemble du « Green Deal » européen qui contient pas mal de bonnes choses qu'il ne faut surtout pas mettre sur la touche ou geler pour le moment : une loi climat, une stratégie industrielle européenne, une stratégie biodiversité - qui a déjà été reportée deux fois - une stratégie alimentaire et agricole, un nouveau plan d'action d'économie circulaire, une stratégie contre la pollution chimique... Il y a beaucoup de choses sur la table et ce sont des politiques structurelles. C'est fondamental.

Mais il faudrait également éliminer les subventions nuisibles. Pas assez de choses ont été faites sur ce front au sein de l'Europe. Plus de 40 milliards d'euros de subventions publiques sont dépensées chaque année pour encourager l'utilisation et la consommation des énergies fossiles, le pétrole essentiellement. Il faut éliminer ces subventions. Nous avons une opportunité aujourd'hui : le prix du pétrole s'est effondré et c'est le meilleur moment pour supprimer les subventions fossiles. Il faut également supprimer les autres subventions nuisibles à l'environnement comme ceux octroyés à l'agriculture avec la PAC qui est une catastrophe, la pêche intensive etc...

Cette crise du coronavirus pourra-t-elle donner l'occasion d'accélérer la révolution énergétique et climatique ?

Il le faut. L'adage dit : « Il ne faut jamais gaspiller une crise ». Il faut faire en sorte que cette crise permette de réduire l'ampleur des prochaines crises. Pour les plans de relance, il faut éviter que les soutiens publics massifs à l'économie pour sortir de cette crise ne fassent qu'aggraver la prochaine crise, en particulier la crise climatique et environnementale. Il est impératif que les plans de relance soient à la fois écologiques et sociaux.

Cette crise aura-t-elle des conséquences sur les grandes entreprises et industries ? Adopteront-elles demain des comportements plus durables ?

Les entreprises ont besoin d'évoluer radicalement. Et la force des lobbies industriels et économiques reste très grande.

Il faut distinguer ici le conjoncturel du structurel. Aujourd'hui, certains groupes automobiles produisent des respirateurs, mais c'est du conjoncturel. Leur "business model" est et restera de produire des voitures. Malheureusement, ces lobbies industriels, économiques et financiers sont hyper actifs. Dès le début de la crise et de manière totalement opportunistes, ils ont sauté sur l'occasion pour demander de manière assez systématiquement trois choses. Un : énormément d'argent public en disant "Donnez-moi de l'argent, sinon je fais faillite et je licencie tout le monde". C'est le cas de l'industrie automobile, du secteur du transport aérien aussi. Deux : ces lobbies demandent de suspendre les réglementations actuelles, environnementales et autres. Et donc de sacrifier les avancées du passé qui ont été conquises de haute lutte. Trois : ils demandent enfin de reparler, décaler ou annuler toutes les réflexions et programmes en cours pour préparer demain. Typiquement, le "Green Deal" européen, les réformes du système financier, la révision des objectifs climatiques et énergétiques de l'Europe pour 2030. Là, c'est

2.4 "Il est impératif que les plans de relance soient à la fois écologiques et sociaux"

carrément sacrifier l'avenir pour se restreindre au "business as usual" d'aujourd'hui. C'est mortifère.

Dans ces lobbies, on retrouve par exemple Business Europe qui est le grand lobby d'entreprise au niveau européen et l'Association européenne des constructeurs d'automobiles. Les grandes entreprises ont souvent un pied dans l'engagement sociétal et un autre, généralement de manière plus discrète, dans des activités assez conservatrices où ils promeuvent leur "business model" même si cela va à l'encontre de l'intérêt général.

Les lobbies ne sont-ils pas moins puissants en Europe qu'aux Etats-Unis ?

C'est différent. Ils sont très puissants en Europe mais heureusement les décideurs européens sont un peu plus basés sur la science, et notamment la science climatique que le président américain.

En Europe, les citoyens sont beaucoup plus sensibles aux questions environnementales et sociales. Donc le rapport de force est plus équilibré en Europe.

Il y a un point positif : je pense que l'on est en train de gagner la bataille politique à haut niveau, celle qui consiste à s'assurer que la crise en cours ne va pas annuler les évolutions positives pour arriver vers une société plus soutenable. Je repense ici au Green Deal européen puisque c'est le grand plan de la Commission européenne. Il y a aussi eu un certain nombre d'annonces et d'engagements de la Commission européenne, du Président du Conseil européen, du Conseil européen lui-même, etc. Par contre, la bataille va se poursuivre à un niveau plus technique, secteur par secteur, mesure par mesure. Car malheureusement, le Diable se cache dans les détails.

Comment cette crise va impacter le consommateur. Va-t-il après cette crise changer ses comportements ?

C'est très difficile à dire pour le moment. D'une part parce que l'on est encore dans la crise et pas encore dans le déconfinement. Comme dans chaque crise, le champ des possibles augmente de manière spectaculaire. Une telle crise, aussi brutale et importante, pourrait nous conduire vers quelque chose de beaucoup plus positif ou au contraire vers quelque chose de beaucoup plus catastrophique. Cela dépendra de la réponse des citoyens, des consommateurs mais cela dépendra aussi de la réponse des gouvernements. Vont-ils répondre de manière structurelle pour augmenter la résilience de nos sociétés et de nos économies et réduire notre dépendance à un système économique qui n'est pas soutenable ?

Il est certain que les questions sociales et d'emplois vont redevenir prioritaires à la fois pour les citoyens et les politiques. Là, à nouveau, il y a la possibilité de lier ces préoccupations à des questions environnementales.

Dans quels secteurs faudrait-il investir dans le cadre de ses plans de relance ?

Le WWF a déjà listé des secteurs qui permettent à la fois de créer beaucoup d'emplois, de réduire les inégalités sociales et les risques environnementaux. Par exemple, le secteur de l'efficacité énergétique. L'isolation des bâtiments permet de créer énormément d'emplois et c'est du non-délocalisable. C'est vrai dans toutes les régions de Belgique et d'Europe.

2.4 "Il est impératif que les plans de relance soient à la fois écologiques et sociaux"

Idem pour le secteur des transports publics, la mobilité électrique, les énergies renouvelables, solaire et éolien en particulier. Le secteur de l'agriculture a aussi évolué vers une agriculture durable, biologique, agro-écologique. Il y a aussi le secteur de la restauration à grande échelle des écosystèmes dégradés. Tous ces secteurs sont gagnant-gagnant pour l'économie et les populations au niveau social, économique et de l'emploi. C'est vers ces secteurs que les gouvernements doivent orienter leurs plans de relance et leurs réformes structurelles.

Avec quelles ambitions ?

Il y a trois grandes recommandations concrètes que le WWF fait au niveau des plans de relance. Après la crise financière de 2008, dans les plans de relance de l'époque, seuls 16% du volume financier était consacré à des secteurs liés à la protection de l'environnement au sens large. C'est très faible.

Nous demandons que ce chiffre soit de 50%. C'est un objectif que la Banque Européenne d'Investissement (BEI) s'est fixée elle-même : 50% de ses prêts annuels bénéficient à la protection du climat ou de l'environnement. Si la BEI s'engage à le faire, il nous semble que cela devrait être possible au niveau des plans de relance des gouvernements. La deuxième recommandation, c'est que ces plans de relance ne soutiennent pas des secteurs nuisibles à l'environnement, typiquement le secteur des énergies fossiles. C'est aussi vrai pour le secteur automobile ou le transport aérien sauf si les entreprises dans ces secteurs polluants s'engagent à faire évoluer leur "business model" pour réorienter leurs modèles économiques vers des activités non polluantes. Par exemple dans le secteur automobile, en produisant de plus petits modèles électriques plutôt que de monstrueux 4x4 voraces et polluants.

Enfin, troisièmement, il faut mettre les citoyens et les travailleurs au centre de ces plans de relance avec le concept de "transition juste" en aidant les entreprises, régions et secteurs économiques à faire évoluer leurs activités vers un modèle plus durable et soutenable.

Que pensez-vous de la gestion de cette crise par la Belgique ?

Il y a deux points que j'aimerais mentionner. D'une part, la réaction à la crise. Je ne l'ai pas étudiée en détail mais il me semble que cela a été assez mal géré et assez mal coordonné. Il y a eu notamment des couacs à répétition sur le masque, comme cela a été le cas en France. La Belgique n'est pas la seule à avoir mal anticipé, voire pas anticipé du tout cette crise.

Un deuxième élément me pose un gros problème et il est plus structurel encore. La Belgique était invitée la semaine dernière à co-signer un courrier dans lesquels les ministres européens de l'Environnement et du Climat ont publiquement demandé à ce que les plans de relance soient mis en place de manière écologique et durable. C'est très important parce que cela envoie un signal positif. La Belgique a refusé de signer ce courrier. Il y a visiblement eu une tension au sein du gouvernement et les partis flamands ont refusé de signer ce courrier en estimant que cela n'était pas pertinent. Ces partis, qui défendent les intérêts de l'industrie, incarnent une vision ultra court-termiste, en se focalisant sur la relance de l'économie "business as usual" et cela peu importe les conséquences pour demain et après-demain. C'est mortifère et scandaleux. Au sein de l'UE et alors que l'on est en train de travailler sur le "Green Deal" européen pour augmenter l'objectif européen de réduction des émissions polluantes d'ici 2030, c'est totalement incohérent et ridicule que la Belgique ne s'engage pas de manière très claire pour une économie plus durable.

Voir dans La Libre :

2.4 "Il est impératif que les plans de relance soient à la fois écologiques et sociaux"

<https://www.lalibre.be/economie/conjoncture/il-est-imperatif-que-les-plans-de-relance-soient-a-la-fois-ecologiques-et-sociaux-5e999d1a9978e21833707b03>